

Quels qu'en soient les effets, l'initiative des États-Unis a montré l'inanité de l'optimisme béat que le gouvernement a manifesté envers les exportations canadiennes. Il ne suffit pas que le gouvernement se targue des succès que la vente des matières premières a remportés à l'étranger. Une bonne part de l'industrie de fabrication secondaire se trouve presque à un carrefour en ce qui concerne les marchés étrangers. J'ai, depuis plus d'un an, insisté pour qu'on formule une politique à long terme nous permettant de diversifier nos marchés extérieurs, de mettre en place des programmes sérieux pour augmenter nos échanges avec des marchés de groupes comme le Marché commun, mais il me semble que le gouvernement a préféré éluder la tâche difficile de repenser les options qui s'offrent au Canada et à son gouvernement; les missions commerciales, quelle que soit leur succès immédiat, ne sont que des palliatifs à des politiques à long terme. Leur succès dépendra certainement à la longue de ces politiques. Or, c'est une chose que le gouvernement ne peut comprendre. Et maintenant, même lorsque le président des États-Unis parle de l'avènement d'une nouvelle ère dans le commerce international, le sens de cette affirmation n'est manifestement pas encore venu à l'esprit du gouvernement. Du moins aucune de ses actions ne le révèle.

• (3.40 p.m.)

J'étais à la Chambre l'autre soir et j'écoutais le ministre des Finances donner son exposé optimiste et habituel de la situation économique. Je ne veux pas faire de plaisanterie, mais j'espère que le premier ministre prêtera notre ministre des Finances au Fonds monétaire international dont il pourrait aider à résoudre les problèmes. Il nous a répété la même vieille rengaine béate que nous entendons depuis deux ans—la prospérité est à deux pas d'ici.

**M. McGrath:** Il n'a pas précisé la longueur des pas.

**L'hon. M. Stanfield:** Je m'étonne qu'il n'ait pas remonté même à l'époque antérieure à Herbert Hoover et qu'il ne nous ait pas promis un poulet pour chaque marmite. Il est maintenant passablement évident que le gouvernement n'a aucunement l'intention de nous communiquer de véritables extrapolations pour les mois à venir que mes collègues et moi-même avons instamment demandées. Je suppose que nous avons perdu notre temps. Il est aussi fort évident que le gouvernement ne compte pas proposer de programme, à long ou court terme, pour amener un rétablissement de l'économie canadienne.

Je dois donc demander pourquoi le gouvernement actuel refuse si obstinément de nous faire connaître ses prévisions? Serait-ce parce que, même avant la manœuvre des Américains, elles n'indiquaient pas que la relance était imminente? Serait-ce parce que les chiffres refusent de dire qu'il y aura allègement du chômage pour le reste de l'année, comme le gouvernement l'a promis? Serait-ce pour cette raison que le gouvernement ne veut pas publier ses prévisions? Ou serait-ce tout simplement parce qu'il n'a encore établi ni prévisions sérieuses ni programmes valables? Le gouvernement ne ferait-il que siffler pour se donner une contenance?

**L'hon. M. Stanfield:** Ils ont beau siffler, monsieur l'Orateur, mais c'est précisément l'impression qu'ils me donnent et qu'ils donnent, je crois, à la plupart des Canadiens à l'heure actuelle.

**Des voix:** Bravo!

[L'hon. M. Stanfield.]

**L'hon. M. Stanfield:** Le seul indice qu'on ait jusqu'ici quant aux intentions du gouvernement sont ses vains efforts eu égard au grand méchant Washington. De toute évidence, on veut maintenant rendre les Américains responsables de nos problèmes présents et futurs. Je crois que nous pâtissons, et que nous sommes appelés à souffrir davantage. Je l'ai déjà dit ici et je l'ai dit aussi ailleurs. Mais le gouvernement actuel a beau se démener, il n'arrivera pas à se débarrasser de sa lourde responsabilité pour notre conjoncture actuelle au Canada. C'est le gouvernement, et personne d'autre, qui est responsable des deux années de marasme économique que vient de connaître le Canada. Le gouvernement, et personne d'autre, porte la responsabilité des politiques qui ont entraîné un chômage généralisé et continu qui jusqu'ici n'a nullement l'air de diminuer de manière appréciable et significative. Au contraire, il menace d'empirer au cours des mois à venir. Le gouvernement, et personne d'autre, porte la responsabilité de l'incertitude dans laquelle languit le pays depuis un an et demi en ce qui concerne l'ensemble de la question essentielle de la réforme fiscale.

Le moment est venu pour le gouvernement actuel de partager ses responsabilités... ma foi, non pas de les partager, bien que nous serions heureux de les partager avec lui,...

**Le très hon. M. Trudeau:** Vraiment?

**L'hon. M. Stanfield:** Oui, nous serions heureux de les partager, mais il nous faudrait d'abord avoir la conviction que le gouvernement entend agir. Nous ne voulons pas participer à l'inaction.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. M. Stanfield:** Il est temps que le gouvernement se décide enfin à agir pour stimuler l'économie et combattre efficacement le chômage. C'est là notre première priorité aujourd'hui et durant les semaines à venir. C'est là la première priorité, et la mesure à l'étude ne propose rien pour y répondre.

Puis-je souligner deux points en terminant? D'abord, nous sommes, à l'instant même, aux prises avec des problèmes immédiats et pressants, et nous le serons encore durant les prochains mois et, à leur égard, le bill n'offre rien de pertinent. Peu importe que le gouvernement donne suite immédiatement ou non à ce projet de loi, c'est maintenant qu'il doit agir à l'égard de ces problèmes qui pour chaque député, j'en suis persuadé, sont graves et urgents. Il ne s'agit pas seulement de l'opposition officielle, monsieur l'Orateur; de moi-même, de mes collègues ou des députés à ma gauche. C'est la population du Canada qui exige que le gouvernement prenne des mesures efficaces pour s'attaquer au chômage.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. M. Stanfield:** Il y a très peu dans ce bill qui puisse stimuler l'économie canadienne. Il n'y a rien de positif qui puisse encourager les Canadiens à investir dans leur propre économie. Je reconnais qu'on veuille y supprimer une clause jugée nuisible et je suppose qu'il faut être reconnaissant des moindres petits bienfaits, mais rien dans ce bill ne peut nous aider à consolider nos industries, ni à augmenter le volume de nos exportations. Bref, on ne trouve rien dans ce bill, ni du reste dans la politique du gouvernement en général, qui encourage l'esprit d'initiative sur lequel repose le progrès de notre économie et de notre société et sur lequel il doit continuer de reposer si nous devons bâtir pour l'avenir.